

Demain, la finance durable : comment accélérer la mutation vers plus de responsabilité sociale et environnementales

Déclaration du groupe Outre-mer

L'humanité doit relever le plus important défi qui se pose à elle, celui du changement climatique. Beaucoup de régions du monde voient déjà les effets du réchauffement climatique et cela risque de s'accroître au fil du temps si les modèles économiques et sociaux ne se réorientent pas.

En effet, les catastrophes climatiques plus fréquentes qu'auparavant, se traduiront notamment par des crises humanitaires accélérant ainsi le déplacement des populations et l'augmentation exacerbée de la pauvreté.

Comme le CESE le rappelle régulièrement dans ses travaux, la lutte contre le réchauffement climatique ne doit pas être de la seule initiative des Gouvernements, des entreprises ou des citoyens et des citoyennes mais exige des efforts collectifs pour réduire nos émissions. Dès lors, le secteur financier a l'impérative nécessité de s'extraire de son fonctionnement court-termiste actuel pour s'orienter davantage vers des investissements socialement responsables.

Outre-mer, la finance durable reste particulièrement timide voire inexistante.

Les acteurs et actrices qui financent les économies ultramarines gagneraient à adopter cette approche d'investissement socialement responsable. Car la singularité de nos économies se caractérise encore trop par :

- Les difficultés des TPE/PME à accéder à des crédits au regard des coûts pratiqués ou par le manque d'accès au système bancaire traditionnel alors qu'ils ont un rôle prépondérant ;
- Les situations de monopole ou d'oligopole avec des conséquences, in fine sur les prix et la cherté de la vie ;
- L'insuffisance de la finance solidaire.

Ainsi, et malgré, l'existence d'un fonds vert qui fonctionne sur la base d'un prêt à taux zéro permettant d'accompagner les projets d'adaptation au changement climatique, les outils de

la finance durable permettraient de financer ces économies insulaires plus exposées et vulnérables aux aléas climatiques.

De plus, au regard du poids de l'Economie Sociale et Solidaire dans le tissu économique ultramarin, qui emploie plus de 51 000 salariés et compte 5000 structures, la finance solidaire favoriserait, par la réorientation de l'épargne, leur nécessaire changement d'échelle.

Le Groupe de l'Outre-mer considère que la finance durable est porteuse d'espoir dans un contexte économique et sociale difficile. Dès lors, tout doit être mise en œuvre pour que la justice climatique rime avec justice sociale.

Le Groupe de l'Outre-mer a voté l'avis.